

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Lille, le 28 MAI 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORIAP Hautvillers Ouille

22 boulevard Michel Strogoff
80440 Boves

Références : 2024-E30042
Code AIOT : 0005107435

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement NORIAP Hautvillers Ouille implanté RD 1001 80132 Hautvillers-Ouille. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORIAP Hautvillers Ouille
- RD 1001 80132 Hautvillers-Ouille
- Code AIOT : 0005107435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NORIAP est autorisée à exploiter un silo sur la commune de Hautvillers-Ouville par arrêté préfectoral du 23 novembre 2012. Les activités de stockage de céréales sont soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Concernant la mise en place du dispositif permettant la fermeture automatique de la porte de découplage entre la tour et la galerie de reprise, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la surveillance de ce dispositif afin que celui-ci reste continuellement opérationnel.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Découplages	Arrêté Préfectoral du 23/11/2012, article 8.1.2.2 - 4ème alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Découplage	AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les travaux permettant de lever la mise en demeure du 25/03/2022 et l'astreinte du 26/02/2024. Ainsi, il est proposé à M. le Préfet d'abroger ces 2 arrêtés.

L'inspection a cependant mis en avant une non-conformité liée à la porte de découplage non fermée. L'objectif de la porte de découplage, associée aux événements suffisamment dimensionnés, est d'éviter la propagation du souffle d'une explosion permettant ainsi de protéger les volumes adjacents et par conséquent de limiter les effets d'une explosion primaire. Cet écart est qualifié de fait susceptible de mise en demeure. Il est attendu des mesures correctives de la part de l'exploitant et l'envoi de justificatifs sous 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Découplage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Porte de découplage
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois [...], la société NORIAP [...] est mise en demeure, pour son site situé à Hautvillers Ouville, de respecter les dispositions de l'article 8.1.2.2 de l'AP du 23/11/2012, en démontrant la résistance de la porte de découplage, située entre la tour de manutention et la galerie de reprise, en cas d'explosion dans la tour de manutention et en équipant la porte précitée d'un dispositif de fermeture automatique.

Constats :

Par mail du 23 octobre 2023, l'exploitant a transmis le rapport de l'APAVE n°125777/ version A- 19 octobre 2023. Ce rapport complète l'étude de dangers en caractérisant le découplage entre la tour de manutention et la galerie de reprise. Il conclut comme suit : "En cas d'explosion de poussières se développant dans la fosse des élévateurs de la tour de manutention, la porte et la paroi de découplage d'avec la galerie de reprise seraient sollicitées par une pression incidente uniformément répartie de 100 mbar. Les fixations (paumelles et ancrages) au nombre de 5, instaurées sur la porte lui confèrent une résistance suffisante sous cette pression incidente : la porte resterait intègre et ne s'ouvrirait pas, et l'explosion de poussières ne pourrait alors se propager à la galerie de reprise."

Par mail du 29/02/2024, l'exploitant a informé l'inspection des nouveaux travaux mis en œuvre, sans modifier la porte afin de préserver sa résistance initiale de 100 mbar. Un ressort a été installé, permettant à la barre existante de se fermer automatiquement lorsque le groom déclenche la fermeture de la porte.

La visite d'inspection a permis de constater que les travaux réalisés par l'exploitant permettent la fermeture automatique de la porte.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

N° 2 : Découplages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2012, article 8.1.2.2 - 4ème alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, fermeture des portes de découplage

Prescription contrôlée :

Les portes implantées dans les découplages (...). **L'obligation de maintenir ces portes fermées**, hors passage du personnel, sera établie par consigne et clairement affichée.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que :

- la porte de découplage présente entre la tour de manutention et la galerie de reprise, était ouverte pendant qu'un agent effectuait du nettoyage,
- la porte restée ouverte, ne semblait pas interpeller les agents sur place,
- la porte portait bien la mention qu'elle devait rester fermée,
- l'exploitant a installé un bouton poussoir proche de la porte pour signaler la présence d'un agent dans la galerie de reprise.

Fait susceptible de mise en demeure : L'inspection a constaté que les consignes relatives au rôle de cette porte et à son maintien en position fermée, ne sont pas respectées par le personnel.

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant la réalisation d'**actions correctives** dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous un délai de 2 mois, il est nécessaire de réaliser les actions suivantes :

- mettre en place des consignes explicites pour garantir la fermeture de la porte ;

- former les agents du site sur les risques liés à l'activité du site, en particulier sur le système de découplage (recyclage fait par un organisme extérieur en 2024) ;
- réaliser des contrôles inopinés (a minima 1 fois tous les 15 jours) pour s'assurer de la bonne mise en œuvre des consignes de fermeture de la porte par les agents du site.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois